

face aux actes de violence "L'environnement informationnel d'aujourd'hui, en particulier pour ce qui est de nos opérations en Afghanistan et au Kosovo, met en relief le besoin d'une communication appropriée, souple, précise et menée en temps opportun avec les publics locaux et internationaux s'agissant des politiques de l'OTAN et de son engagement dans des opérations internationale (...) Nous saluons également le lancement, à notre sommet, d'une chaîne de télévision OTAN sur Internet» .

"Nous sommes résolus à apporter des améliorations au partenariat stratégique OTAN-UE comme convenu par nos deux organisations, à parvenir à une coopération plus étroite et à une efficacité plus grande, et à éviter les doubles emplois inutiles, dans un esprit de transparence et dans le respect de l'autonomie des deux organisations."

Pour la première fois il semble que la défense européenne soit prise en compte. Une déclaration du Président Bush va dans ce sens, "sur la nécessité de l'Europe de la Défense en complément de l'Alliance" ce qui est une novation comme l'a souligné le Président Sarkozy. Celui-ci, dans son discours, après avoir remercié le Président Bush pour cette prise de position toute nouvelle, a lié l'éventuel retour de la France dans le commandement militaire intégré à des progrès de la défense européenne.

La déclaration aborde de très nombreux autres sujets, que ce soit l'approfondissement des relations OTAN-Russie, l'aide à la modernisation de la police en Irak, l'évolution des armements et les risques de prolifération nucléaire et fait part des soucis causés par les conflits régionaux dans le Sud Caucase et en Moldova , appuyant l'intégrité territoriale de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, et de la Moldova. Cette déclaration analyse le long processus de la "transformation" de l'OTAN et évoque aussi les menaces sur ses systèmes informatiques venant de cyber-attaques.

L'appui au bouclier anti-missiles. "La prolifération des missiles balistiques représente une menace croissante pour les forces, le territoire et la population des pays de l'Alliance. La défense antimissile s'inscrit dans le cadre d'une réponse plus large visant à contrer cette menace". Nous reconnaissons donc la contribution substantielle que le projet d'implantation en Europe des moyens de défense antimissile des Etats Unis ap-

porte à la protection des Alliés contre les missiles balistiques à longue portée.

Le prochain Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance, celui du 60^e anniversaire, se tiendra, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, simultanément à Strasbourg et à Kehl

Claude-Gérard MARCUS
Président de l'AFCA

INFORMER

Le débat sur l'engagement français en Afghanistan devant l'Assemblée Nationale et le Sénat et le sondage indiquant qu'une large majorité de Français était hostile à cet engagement, traduisent la carence de l'information sur ce conflit.

Ni le gouvernement ni la grande majorité de la presse française n'a accompagné le développement du combat mené depuis plusieurs années par l'OTAN, agissant sur demande de l'ONU, contre les talibans et les séides d'Al Quai'da dans ce pays à la géographie si difficile. La France y a participé depuis le début, ses troupes ayant été envoyées par le gouvernement Jospin, sans vote du parlement (personne ne s'en était plaint).

A un moment où l'on a honoré les anciens combattants de la guerre de 1914 -1918, qui fut une véritable boucherie, on est frappé par le petit volume de troupes engagées en Afghanistan par rapport aux deux guerres mondiales au conflit vietnamien ou à la guerre d'Algérie.

L'envoi, annoncé par le Président Sarkozy d'un millier d'hommes vise à confirmer notre présence auprès de nos alliés dans un conflit qui n'est pas une "guerre américaine" mais une mission de sécurisation à la demande de l'ONU, au Conseil de Sécurité la France siège comme membre permanent. (Il faudrait aussi le rappeler)

La démagogie qui se déchaîne contre cette action de la France risque d'avoir des conséquences tragiques. Peut on abandonner le Prési-dent Karzaï et son gouvernement qui essayent de démocratiser et de faire progresser le pays, aux mains des talibans et d'Al Quai'da, c'est à dire à l'islamisme pur et dur?

Rappelons les souffrances endurées depuis 1975 par le peuple vietnamien livré à l'oppression communiste par le brusque retrait américain qui avait semé la panique dans une armée sud-vietnamienne qui par sa combativité avait démontré que la victoire du Nord Vietnam n'était pas assurée d'avance. Il est urgent que le gouvernement développe sa communication pour expliquer le rôle de la France dans l'OTAN et les responsabilités qu'elle y exerce.

RENDEZ-VOUS SUR LE BLOG
DE CLAUDE-GÉRARD MARCUS:
<http://cgmarcus.over-blog.net>

à lire absolument ...

LE GRAND RETOUR DE LA FRANCE À L'OTAN ?
NE PAS DIRE N'IMPORTE QUOI !

LA PRÉSIDENCE DE L'ATA

L'AFCA a pris acte des résultats de l'Assemblée Générale d'Ottawa mais a formulé en séance et ensuite par écrit des réserves très claires sur une prolongation de la présidence du président sortant en totale contradiction avec la "constitution" de l'ATA. Elle a aussi formulé des propositions dans le seul but de contribuer à une clarification et un apaisement qui constituent une condition vitale de la pérennité de l'ATA et de sa crédibilité vers l'extérieur , c'est à dire l'OTAN et les gouvernements alliés.

L'Association Française et l'équipe de parlementaires britanniques qui ont, en 1954, créé l'ATA avaient posé en principe que l'ATA était et devait demeurer aussi longtemps qu'elle fonctionnerait un lieu de concorde, d'écoute réciproque et d'échanges intellectuels et politiques en vue de soutenir et faciliter le fonctionnement et l'influence de l'OTAN.

Une jurisprudence s'était également établie selon laquelle les décisions vitales pour l'ATA devaient faire l'objet d'un consensus, parfois obtenu après de longs échanges et interventions de "sages". Certes, le contexte général de l'Alliance a changé - et ce changement constitue en soi une preuve de la valeur irremplaçable de l'Alliance et du bon usage qui en a été fait pour mettre fin à la guerre froide et engager la transformation de l'OTAN qui est en cours. Mais les principes fondateurs demeurent. Le passé de l'ATA mérite le respect et commande de trouver, sans délai, une issue constructive et digne à certaines tensions qui obscurcissent l'avenir le plus proche de notre association.■

RENCONTRE CORDIALE ENTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN ET LE PRÉSIDENT DE L'AFCA

Au cours du mois de décembre 2007, Jean-François Bureau, ancien porte-parole du ministère français de la Défense et nouveau Secrétaire général adjoint de l'OTAN, chargé de la Diplomatie publique, qui a succédé à Jean Fournet, a rendu visite à Paris, à Claude-Gérard Marcus, président de l'AFCA.

L'entretien a été très cordial. M. Bureau connaît l'action de l'AFCA tout comme ses difficultés. Il n'ignore rien de ce qui s'est passé à Ottawa lors de la 53^e assemblée générale de l'Association du Traité Atlantique, assemblée jugée désastreuse par l'association française.

M. Marcus a évoqué le problème de l'aide apportée par l'OTAN à la parution de *France Alliance Atlantique*, dans le cadre de la nouvelle politique de communication de la Direction de la diplomatie publique. Cette dernière, qui entend privilégier la communication sur Internet, s'est réjoui de la mise en place du site de l'AFCA, www.afcatlantique.fr.

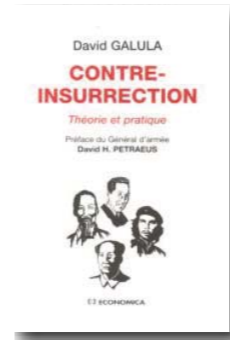
Le président de l' AFCA a indiqué que si l'on percevait en France un peu moins d'hostilité à l'égard de l'OTAN et de la participation française à l'Alliance Atlantique, compte tenu des positions du Président Sarkozy, nous étions encore loin d'un ralliement enthousiaste de la population et des dirigeants politiques. Ce qui implique de maintenir et même de renforcer l'action d'information en France.

A été ensuite abordée la situation en Afghanistan, assez incertaine , et qui devrait entraîner un engagement plus fort des Alliés. M. Bureau semblait attendre beaucoup du sommet atlantique qui s'est tenu récemment à Bucarest. Il est disposé à venir exposer les conclusions de ce sommet au cours d'une réunion publique à Paris.

Le geste aimable du déplacement du Secrétaire général adjoint de l'OTAN à Paris est un événement très positif qui permet un harmonieux développement des relations entre l'AFCA et l'OTAN. ■

NOTES DE LECTURE

A LA REDÉCOUVERTE D'UN "CLAUSEWITZ FRANÇAIS": David GALULA



La lecture de la version anglaise de son livre *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice* est imposée aux 1200 stagiaires qui passent chaque année au *Command and General Staff College de Fort Leavenworth* (Kansas) qui est l'équivalent de ce que fut notre "Ecole de guerre".

Né en Tunisie en 1919, David Galula entre à St Cyr en 1939. En mars 40 sa promotion reçoit ses galons pour pouvoir participer à la guerre. Il est affecté à Serrat au Maroc, au 1^{er} régiment de Zouaves. Rapatrié après l'armistice à Aix en Provence où St Cyr s'est repliée, il en est exclu en 1941 par application du "Statut des Juifs".

Il retourne en Afrique du Nord où Giraud le réintègre en 1943 avec le grade de lieutenant. Blessé à l'île d'Elbe et cité au Corps d'armée, il participe aux combats en France et en Allemagne.

En 1945 il est affecté à la Section de liaison française en Extrême Orient à Calcutta. Il apprend le chinois et part en Chine avant la chute du régime nationaliste. Il est même fait prisonnier pendant une semaine par les communistes .

En 1949 il est désigné comme observateur des Nations Unies pour suivre la guerre civile en Grèce et assiste à la défaite d'une insurrection. Il regagne ensuite pendant cinq ans la mission militaire française dans la Chine devenue communiste. Il y étudie la pensée communiste et son armée.

De retour en métropole en 1956, il prend le commandement de la 3^e compagnie du 45^{ème} bataillon d'infanterie coloniale, en Algérie et même pendant deux ans, en Grande Kabylie, une opération de pacification réussie. Affecté en 1958 à la division de l'information de l'Etat major de la Défense nationale, il est envoyé fin 1959 suivre les cours de l'*Armed Forces Staff College* à Norfolk. N'ayant pu obtenir son détachement pour être *visiting fellow* à Harvard, il demande sa mise en disponibilité pour trois ans. Aux Etats Unis, il tire de son expérience combattante et de son expérience d'observateur des conclusions qu'il exprime dans "Pacification in Algeria 1956-1958" diffusé par la Rand Corporation et "*Counterinsurgency Warfare - Theory and Practice* ».

Il meurt en France en 1968. Ses conclusions sont très différentes de celle du Colonel Trinquier qui a publié "La Guerre moderne" et encourage l'emploi de la torture.

Pour lui le succès n'est possible que par la conquête de la population et le "politique" l'emporte sur le répressif.

Il décrit les moyens de lutte d'un pouvoir loyaliste face à une insurrection de type révolutionnaire (notamment dans les pays utilisant les méthodes des communistes) ou de type "nationaliste".

Même si ses analyses apparaissent pertinentes et pourraient très bien servir en Colombie face aux FARC, il n'évoque pas les insurrections de type islamiste qui sont d'actualité mais n'obéissent pas obligatoirement aux mêmes méthodes révolutionnaires.

Il serait peut être utile que ce livre soit lu par les officiers français.■

FRANCE

PRINTEMPS 2008

Alliance Atlantique

AFGHANISTAN Retour de mission à Kandahar, pour un Rafale du groupe I/7 PROVENCE



© PHOTOS SIRPA AIR

BUCAREST: UN SOMMET DE L'OTAN TRÈS PRODUCTIF

Les Chefs d'Etats et de gouvernements n'ont pas chômé lors du Sommet atlantique réuni à Bucarest les 3 et 4 avril 2008 en présence de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU .

Il ne nous est pas possible, faute de place, de reproduire la "Déclaration du Sommet de Bucarest" du 3 avril, publiée à l'issue du Conseil de l'Atlantique tant elle est dense: 11 pages serrées et 50 paragraphes, mais on pourra utilement la consulter sur notre site :<http://www.afcatlantique.fr>

Nous nous bornerons à essayer de rappeler les principales décisions prises et les problèmes abordés.

Les décisions: le conseil a approuvé le principe de l'élargissement de l'OTAN à l'Albanie et à la Croatie. Un veto grec a empêché d'inclure dans cet élargissement la Macédoine, dont la Grèce conteste l'appellation.

Tout en indiquant que l'Ukraine et la Géorgie pouvaient prétendre à rejoindre l'Alliance Atlantique, la décision d'admission est renvoyée. Cette attitude calmera probablement la Russie qui tend à voir dans un tel élargissement une manœuvre d'encercllement de la Russie. ■

semble que l'Allemagne et la France aient poussé à cette prise de position. Il est à noter que la décision d'ajournement à été prise en contradiction avec la volonté clairement affirmée du Président Bush. Ce qui démontre que , contrairement à ce que certains affirment avec légèreté, l'OTAN n'est pas un simple élément d'exécution des ordres des Etats Unis.

Sur le plan des principes , les chefs d'Etat et de gouvernement affirment : « Nous sommes réunis aujourd'hui pour élargir notre Alliance et renforcer encore notre capacité à faire face aux menaces existantes ou émergentes pour la sécurité au XXI^e siècle. Nous avons fait le point des progrès importants réalisés ces dernières années dans la transformation de l'OTAN, étant entendu qu'il s'agit d'un processus qui doit se poursuivre. Conscients que le lien transatlantique conserve toute sa valeur, à l'instar de l'OTAN, qui reste le forum essentiel de consultations sur la sécurité entre l'Europe et l'Amérique du Nord, nous avons réaffirmé notre solidarité, notre cohésion, ainsi que notre attachement à la vision et aux valeurs démocratiques communes énoncées dans le Traité de Washington. Le principe de l'indivisibilité de la sécurité des Alliés est fonde-

Lire la suite en pages intérieures

OTAN... “BUCAREST: UN SOMMET TRÈS PRODUCTIF”

tal. Une solide défense collective de la population, du territoire et des forces de nos pays constitue la finalité première de notre Alliance et demeure la tâche la plus importante qui nous incombe en matière de sécurité. Nous réaffirmons notre foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. **L’Afghanistan** reste la priorité de l’Alliance. « La sécurité euro-atlantique et, plus largement, la sécurité internationale sont étroitement liées à l’avenir de l’Afghanistan, qui doit être un Etat pacifique, démocratique, respectueux des droits de l’homme et libéré de la menace du terrorisme. C’est pourquoi la mission de la Force internationale d’assistance à la sécurité (F.I.A.S.), que nous menons, **sous mandat de l’ONU**, et à laquelle contribuent actuellement 40 pays, **est notre première priorité** .

Aux côtés des Afghans nous avons accompli des progrès importants, mais nous sommes conscients que les défis qui subsistent exigent des efforts supplémentaires. Nous ne permettrons pas, et nos partenaires afghans ne permettront pas non plus, que les extrémistes et les terroristes reprennent le contrôle de l’Afghanistan ou s’en servent comme base pour le terrorisme qui menace la population de tous nos pays. Nous allons publier avec nos partenaires de la FIAS, et avec le

conçours du Président Karzaï, une **déclaration sur l’Afghanistan**. Cette déclaration énonce une vision claire, fondée sur quatre principes: un engagement ferme et commun, qui s’inscrit dans la durée; le soutien au renforcement du leadership des Afghans et de la prise de responsabilité par ces derniers ; une approche globale de la communauté internationale, conjuguant efforts civils et militaires, ainsi qu’une coopération et un engagements accrus avec les pays voisins de l’Afghanistan, en particulier le Pakistan.

Nous nous réjouissons de ce que des Alliés et des partenaires aient annoncé de nouvelles contributions de forces et d’autres formes de soutien, témoignage supplémentaire de notre détermination, et nous espérons que d’autres contributions suivront... » *C’est dans ce cadre que le Président Sarkozy a annoncé que la France allait envoyer un bataillon – environ 700 hommes – dans l’Est de l’Afghanistan. Cette augmentation de la contribution française, bien venue, reste cependant d’un niveau très modeste.*

Rappelant son engagement dans les **Balkans** et concernant le Kosovo, le Conseil a salué « la rapidité, l’impartialité et l’efficacité de la KFOR (dirigée par l’OTAN sous mandat de l’ONU) ▶

RÉFLEXIONS SUR LE SYSTÈME GÉOPOLITIQUE EURO-ATLANTIQUE

La volonté française de préserver l’OTAN (voire de la rénover) et, simultanément, de promouvoir un projet européen de défense, n’est pas une basse manœuvre visant à « piéger » ses alliés et partenaires. Il ne s’agit pas non plus d’une hésitation sans fin, tel l’âne de Buridan, entre deux options divergentes. En effet, les réalités stratégiques et géopolitiques sont telles qu’il faut penser simultanément ce que le rationalisme constructiviste pose comme contradictoire.

Quelles sont ces réalités ?

- L’équilibre entre puissances européennes a failli au cours de cette nouvelle guerre de Trente Ans qui, de 1914 à 1945, met fin à un monde centré sur l’Europe.

- Dans l’aire euro-atlantique, les Etats-Unis jouent désormais le rôle de « balancier au large » et ils sont de fait une « puissance européenne » (au sens géopolitique).

- L’océan Atlantique n’est donc pas un vide (voir la vigueur des relations transatlantiques); géopolitique et géostratégie ne sont pas réductibles aux configurations géologiques.

- Si l’Europe ne peut être réduite à une expression géographique, et moins encore à une illusion cartographique, l’Occident (en tant que représentation de soi, communauté de civilisation et ensemble de relations préférentielles) est une réalité pérenne qui doit être assumée : l’Occident sans complexe.

On ne peut donc penser l’Europe sans penser l’Occident et

l’Alliance atlantique est plus qu’une simple alliance conjoncturelle. Le préambule du Traité de l’Atlantique-Nord est une profession de foi politique et civilisationnelle; l’Alliance fonctionne comme une communauté de sécurité.

Cela dit, l’Alliance atlantique souffre de déséquilibres évidents et elle doit être renouvelée. Vu d’Europe, le schéma idéal serait celui d’une alliance bilatérale entre les Etats-Unis et l’Union européenne (voir l’"Union occidentale" d’Edouard Balladur). C’est là une vision à long terme (une idée régulatrice) et cette entreprise de longue haleine ne doit pas être prétexte à négliger les défis qui nous sont jetés *hic et nunc* . L’OTAN n’est pas une simple société de services.

Il semble donc qu’il faille accorder quelque intérêt à l’idée récemment formulée d’une structure réunissant les Etats-Unis, l’Union européenne et l’OTAN (un groupe de réflexion de haut niveau plutôt qu’un "directoire").

 Extrait du texte de la communication prononcée lors du colloque « La Ve République : cinquante ans de politique de défense », organisé par le club Participation et Progrès le 31 mars 2008, à Paris (Assemblée nationale).

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Chercheur associé à l’Institut Thomas More, Chercheur à l’Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis)

CYBER ATTAQUE - CYBER DEFENSE

L’exemple estonien

Les relations russo-baltes ne sont jamais faciles. Si Moscou semblait accepter l’indépendance de ces pays dans les années 90, elle fut tolérée du bout des lèvres. Puis, l’intégration des trois Etats dans l’OTAN e mars 2004 a eu le don d’agacer Moscou qui réagit peu après, en arrêtant l’approvisionnement pétrolier de la Lettonie, puis fait de même pour la Lituanie en 2006.

Les survols d’avions militaires russes devinrent plus fréquents. Ils préoccupent à juste titre les populations, les gouvernements baltes ne possédant pas d’avions de chasse à réaction. Un Sukkoi 27 a violé l’espace aérien et s’est abattu en Lituanie en septembre 2005. Ces incursions ont aussi pour but de tester les réactions des pilotes de l’OTAN basés à Siaulei en Lituanie.

En avril 2007, le gouvernement estonien décide de déplacer la statue en bronze représentant un soldat soviétique; elle est placée en plein centre de Tallin et commémore la libération de 1944 contre le nazisme. Il faut reconnaître que ce monument était plutôt considéré par les Estoniens comme le symbole de cinquante années d’occupation soviétique.

Dans les heures qui suivent, des manifestations imprévues vont se dérouler dans la capitale les 26 et 27 novembre: des bandes de jeunes issus de la minorité russophone considèrent que le déplacement de la statue est un affront à la mémoire des soldats soviétiques. Devant une police totalement dépassée, de nombreux édifices et boutiques seront saccagés et les dégâts représentent plusieurs centaines de milliers d’euros. Un homme y laissera la vie et plus d’une centaine de blessés se retrouvent dans les hôpitaux. Tallin est sous le choc .

Depuis son indépendance, elle n’a pas vu une telle violence et autant de dégâts. Les autorités mettront en cause le groupe des jeunes "Nashi" considéré comme inféodé au Kremlin. Ce même groupe sera encore impliqué peu après dans une cyber-attaque contre les sites Internet des autorités, ministères, administrations, banques, centres de communication, organes de presse.

Durant le week-end du 24-25 novembre, des rumeurs (totalement infondées) de dévaluation de la couronne estonienne sont diffusées en langue russe sur les sites Web provoquant des files d’attente devant les banques (Hansabank et Seb Uhisbank). Le quotidien *Postimees* précise que ceux qui vendent des couronnes contre des devises étrangères sont essentiellement des russophones résidant dans le nord-est

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Monsieur le Secrétaire général, chers collègues, Je voudrais tout d’abord remercier mon ami Trajan Baseescu pour son hospitalité.

Il sait combien la Roumanie est chère au cœur des Français. La tenue de ce sommet, ici à Bucarest, est un symbole du nouveau visage de notre continent européen, libéré des divisions du passé.

C’est la première fois que j’ai l’honneur de m’exprimer devant le Conseil atlantique. Je sais que les relations de la France avec le Conseil atlantique n’ont pas toujours été apaisées. Beaucoup disaient que la France preconisait pour les autres ce qu’elle n’appliquait pas elle-même. Je voudrais clarifier cela et prendre mes responsabilités. L’effort de défense de la France, ne baissera pas quelles que soient les difficultés budgétaires. Dans le monde d’aujourd’hui, baisser notre effort serait irresponsable.

L’Alliance atlantique, c’est notre alliance: la France est l’un de ses membres fondateurs et l’un de ses principaux contributeurs.

Je voudrais remercier le Président Bush pour ce qu’il a dit. Nous avons besoin de l’OTAN et d’une défense européenne. Nous avons besoin des Etats-Unis et les Etats-Unis ont besoin d’alliés forts. Cela ouvre la porte pour la France à une rénovation forte de ses relations avec l’OTAN. Je ne le dis pas ici avant de le dire chez moi. J’ai affronté les débats chez moi pour venir le dire ici. Nous avons les mêmes valeurs, nous sommes des amis. Sur l’Afghanistan, il est essentiel que nous gagnions. Mais il y a un déficit de communication dans tous nos pays. Il n’est pas normal que lorsque l’on se bat contre les talibans et Al Quaida, on perde la bataille de la communication. Il n’y aura de reconstruction et de paix en Afghanistan que si l’effort militaire est inscrit dans la durée. C’est pourquoi la France a pris la décision d’envoyer un bataillon supplémentaire dans l’est. Et la France prendra aussi le commandement de la région Centre à compter de cet été. Nous devons gagner. Nous sommes engagés pour longtemps jusqu’à la victoire. Il n’y a pas d’autre solution. C’est dans cet esprit que je vous fais, en accord avec mon amie Angela Merkel, la proposition de tenir en 2009 le sommet du 60ème anniversaire à Kebl et Strasbourg, deux villes situées de

part et d’autre de la frontière franco-allemande. Ce sera le symbole de

l’amitié franco-allemande, de la réconciliation européenne et du partenariat transatlantique. Cela viendrait conclure le processus de rénovation de la relation de la France avec l’OTAN. Chers collègues, C’est avec joie que la France accueille aujourd’hui dans l’Alliance la Croatie et l’Albanie. Nous espérons tous qu’une solution pourra être trouvée pour l’ARYM mais nous sommes aux cotes de nos, alliés grecs. Quand on veut rentrer dans l’OTAN, il faut faire un minimum d’efforts. Sur la Géorgie et l’Ukraine, nous n’acceptons pas de droit de veto de qui que ce soit. Ces deux pays ont vocation à rentrer dans l’OTAN. Mais qu’on accepte au moins de débattre de la date et des modalités. J’ai beaucoup apprécié l’intervention hier soir de Jean-Claude Juncker quand il a dit : “nous n’avons pas peur de Poutine, comme nous l’avons déjà montre quand il s’est agi d’accueillir les autres pays de l’est de l’Europe.” Mais nous voulons vérifier qu’ils sont prêts politiquement. C’est une question de date, de calendrier. N’en faisons pas un problème politique. Ces pays ont vocation à intégrer l’OTAN. Comme en Afghanistan, l’Alliance et l’Union européenne sont engagées ensemble au Kosovo. Le Kosovo, c’est un succès de l’OTAN et de l’Europe. On ne le dit pas assez. Cela valait la peine d’attendre quatre mois. Tendons aussi la main à la Serbie. Nous en avons besoin pour stabiliser la région. Chers collègues, Demain, nous allons recevoir Vladimir Poutine. Parlons-lui franchement. Il le fait quand il a des problèmes y compris pour évoquer ses intérêts. Nous devons faire de même. Mais l’offre qu’il a faite de coopération pour le transit de la FIAS est un signal de bonne volonté. Je voudrais aborder la défense anti-missiles. S’agissant de la prolifération balistique, c’est un fait, la menace est croissante. Certains d’entre nous se préparent à y répondre par une capacité de défenses anti-missiles. Pour la France, une telle capacité peut apporter un complément utile face à une frappe limitée, mais elle ne pourra jamais suffire à préserver nos intérêts vitaux. La garantie ultime de notre sécurité repose sur la dissuasion nucléaire. Nous en avons parlé avec le Royaume-Uni. Nous reconnaissons que l’initiative prise par les Etats-Unis et d’autres est utile. La France y participera avec pragmatisme. Voyons comment cela va évoluer. Chers collègues, Ce sommet est extrêmement important. Il permet de conforter l’Alliance et de renforcer l’Europe de la défense. Je voudrais de nouveau remercier le Président Bush pour ce qu’il a dit. Cela est sans précédent. Mieux vaut avoir des amis forts. La France répondra à cette ouverture. Je vous remercie.» (Bucarest, 3 avril 2008)

AFCA

POUR MIEUX INFORMER ET COMMUNIQUER

L’AFCA continue la parution de sa publication *France Alliance Atlantique* qui paraît régulièrement, quatre fois par an, avec le concours de l’OTAN. On peut désormais retrouver le contenu des derniers numéros dans le nouveau site Web, créé par l’ AFCA, sur: **www.afcatlantique.fr**

L’HERITAGE: À PROPOS DES ARCHIVES

L’histoire des institutions est écrite dans leurs archives. Lorsque l’ATA a transféré son siège à Bruxelles, François Moreau de Balasy, alors Vice-président de l’Association du Traité Atlantique et Président d’Honneur de l’AFCA et Agnès Imbault, alors Directeur du bureau de Paris de l’ATA, se sont trouvés seuls devant plus de quinze mètres cubes d’archives de l’FCA et de l’ATA. Avec les conseils juridiques de Robert Abdesselam , un

BOURGOGNE

SYMPATHIQUE DÉJEUNER À DIJON



En quelques mois, **Madeleine Lheureux** a su créer une section très active de l’AFCA à Dijon, avec des membres venant de villes très différentes. Le 23 janvier, elle a organisé un sympathique déjeuner pour permettre aux nouveaux adhérents de rencontrer Claude-Gérard Marcus, président de l’AFCA.

Celui-ci a rappelé l’historique de l’AFCA et souligné l’insuffisance de l’information en France sur la participation de la France à l’Alliance Atlantique. Beaucoup de Français croient que la France avait quitté l’OTAN à la demande du Général de Gaulle, ce qui est faux. Elle s’est seulement retirée de certains comités militaires intégrés, afin de permettre une liberté de décision française notamment dans le domaine de la dissuasion nucléaire, mais elle n’a jamais cessé de participer à l’OTAN, dont elle est l’un des principaux contributeurs en hommes comme en finances■

CENTRE

Le 1^{er} avril, à la base aérienne 123 d’Orléans-Bricy, **Claude Rozet**, président de France Etats Unis-Orléans, a représenté l’AFCA. à l’occasion de la Conférence du Général d’armée Hervé Gobillard, Gouverneur militaire des Invalides, sur le thème : “L’institution Royale puis Impériale et désormais Nationale des Invalides”■

accord fut conclu avec Madame Valérie Aubourg, historienne et archiviste Univer-sitaire d’une grande compétence que nous connaissons bien. Celle-ci a pris en charge le traitement technique et scientifique des archives des deux associations, en contrepartie de qui elle a reçu l’engagement de l’AFCA et de l’ATA de lui confier l’exclusivité des publications de ses travaux.

L’AFCA, en corrélation avec la Fondation Robert Abdesselam, héritière des archives personnelles, politiques et professionnelles de Robert Abdesselam, a conclu un accord avec le Centre d’Histoire de la Fondation des Sciences politiques de Paris, selon lequel les documents utilisés et expertisés par Madame Aubourg seront versés au fond d’archives d’Histoire contemporaine (1880 à nos jours) qui comprend environ 200 collections du plus grand intérêt, souvent consultés par les chercheurs et les étudiants.

PARIS

EXCELLENTE RÉUNION AVEC ILLIOS YANAKAKIS À LA MAIRIE DU XVI^e

Le 27 février, sous la présidence de **Pierre-Christian Taittinger**, Président d’honneur de l’AFCA et Maire du XVI^e, et de Claude-Gérard Marcus, Président de l’AFCA, Illios Yanakakis, historien et géopoliticien, membre du Bureau de l’AFCA, a tenu une conférence face à une salle comble sur le thème: “Alliance Atlantique, Conflits, risques et menaces”.

Cette conférence fut une opération vérité. L’orateur a apporté des faits précis qui détonaient par rapport à une certaine forme d’information ou plutôt de désinformation. Les conflits actuels, notamment en Afghanistan, ont un coût en vie humaine qui n’est que très minime si on le compare aux anciens conflits. La faiblesse des effectifs en présence devrait faire réfléchir. Et si chaque victime est une victime de trop on ne peut se laisser aller à une désinformation qui fait croire que la vie dans le pays est insupportable. Or des progrès militaires, humains, économiques, sont intervenus, et notamment à Kaboul la situation s’est beaucoup améliorée■

AIDEZ-NOUS !

en adressant un chèque de soutien à:

Association Française pour la Communauté Atlantique
Mairie du XVI^e,
71 avenue Henri Martin
75116 PARIS

(Adhésion à partir de 30€)